

## TN CARBURANTS

### Stop à l'instrumentalisation des personnels de la DGCCRF !

Les grèves dans les raffineries de pétrole en France et les pénuries de carburants sont au cœur du débat public. Les personnels CCRF et SCL sont également concernés dans leur vie personnelle mais aussi professionnelle, notamment dans certaines DDI où les directions n'hésitent pas à demander aux collègues de faire l'avance financière pour ravitailler les véhicules de services quand c'est possible !

Surtout, la DGCCRF est désormais « réquisitionnée » au gré des conflits sociaux pour servir l'agenda politique de certain·e·s Ministres en mal de reconnaissance !

Un message concernant l'enquête nationale « TN 21 OD2 - Enquête relative au contrôle de la mise en œuvre du dispositif d'aide exceptionnelle à l'acquisition de carburants s'inscrivant dans le plan de résilience » a été envoyé dans les boîtes mail des directions départementales le 12 octobre au soir.

Il y est notamment mentionné :

*« Il vous est demandé de contrôler dans le cadre de cette TN au moins **3 établissements par jour et par département**, en ciblant prioritairement les stations-services présentant les prix les plus élevés. »*

**Solidaires CCRF & SCL** dénonce encore une fois l'instrumentalisation de la DGCCRF pour servir une opération de communication gouvernementale. Ce n'est pas en envoyant les collègues voir les prix des carburants dans les stations (pour celles qui ont des carburants) que les problèmes de disponibilité ou de prix vont se régler.

Le message demande également de faire remonter les difficultés rencontrées dans un « *contexte tendu avec le gérant ou les consommateurs lors du contrôle* ».

La situation est particulièrement tendue dans les départements en situation de pénurie :

- les incidents et agressions se multiplient dans les stations-service ;
- les exploitants sont particulièrement sous pression ;
- l'utilisation des véhicules de service est-elle indispensable pour la réalisation de ces contrôles ou ne vaut-il pas mieux les réserver pour de vraies urgences ?

Au niveau national, **Solidaires CCRF & SCL** rappelle également que l'enquête dure déjà depuis plus de 6 mois et que certains établissements ont déjà été visités plusieurs fois.

**Solidaires CCRF & SCL** rappelle aux agent-es qu'ils et elles peuvent faire usage du droit de se retirer d'une situation de contrôle pour laquelle il y a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé.

## L'exercice du droit de retrait

Article 5-6 : L'agent alerte immédiatement l'autorité administrative compétente de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection. Il peut se retirer d'une telle situation.

L'autorité administrative ne peut demander à l'agent qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection.

Aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un agent ou d'un groupe d'agents qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou la santé de chacun d'eux.

L'agent doit rester à la disposition de l'employeur, il ne peut pas rentrer chez lui sans y avoir été autorisé par sa hiérarchie.

Encore une fois, en situation de crise, le gouvernement veut utiliser notre direction pour pouvoir communiquer sur la présence des services de l'État via le nombre de contrôles réalisés pour créer un écran de fumée.

En effet, pour Solidaires CCRF & SCL, les problèmes de fond sont occultés : quid de l'encadrement des prix, de mesures générales de revalorisation des salaires dans le public comme le privé et de la taxation des super-profits engrangés pas des grandes multinationales.

**Solidaires CCRF & SCL** se positionne clairement contre cette instrumentalisation et défend le droit des personnels au respect et à la sécurité !